

RASSEMBLEMENT DE SOS DISPARUS ET DU MJIC

Unis contre «la hogra»

Des membres du Mouvement des jeunes indépendants pour le changement (MJIC) et des familles apparentées à SOS Disparus se sont rassemblés, hier, à la Grande-Poste (Alger) pour dire que les «droits étaient indivisibles».

Nawal Imès - Alger (Le Soir)
- Les jeunes du MJIC estiment «naturel» le soutien apporté aux familles qui militent pour que la vérité sur les disparitions de leurs enfants soit connue.

Dès 11h, ils se sont rassemblés face à la Grande-Poste, brandissant des banderoles sur lesquelles ils avaient écrits, entre autres, «les droits de l'homme ne sont pas divisibles». Ils ont crié «justice aux ordres», «Ni DRS ni Oujda» face à un dispositif de sécurité important mais conciliant. Dans le commu-



Les familles exigent la vérité sur les disparitions de leurs proches.

niqué appelant au rassemblement, le MJIC explique que «le droit national est plus un mythe

qu'une réalité. Ceci s'est bel et bien manifesté depuis la Constitution de 1963 à 1996

amendée en 2008 ainsi que par toute autre forme de lois et codes. Nous ne pouvons pas

parler aujourd'hui de stade d'évolution si ce système automatisé en place ne respecte même pas ses propres lois. L'Etat algérien a ratifié la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte africaine des droits humains et des peuples, le pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Charte arabe des droits humains sans même arriver à les respecter aujourd'hui».

Et d'ajouter : «Ayant toujours répondu présent s'agissant de la défense des droits humains et l'instauration d'un Etat de droit, le MJIC ainsi que les militants des droits de l'homme dénoncent la situation critique et macabre des droits humains en Algérie et appellent les Algériennes et les Algériens à prendre part au sit-in pour dénoncer toutes les atteintes aux droits humains et à célébrer cette journée internationale».

N. I.

BOUIRA

Les gardes communaux à bout de patience

Après avoir réussi l'épreuve de force imposée par les pouvoirs publics qui interdisent tout rassemblement dans la capitale et arraché tant de promesses au ministre de l'Intérieur, ceux qui ont cru être les conquérants d'un nouvel Etat de droit disposé à reconnaître et à rétribuer leurs années de durs sacrifices sont à bout de patience, las d'attendre des dispositions qui tardent à devenir effectives.

C'est notamment le cas dans la wilaya de Bouira, où les 3 000 gardes communaux, répartis sur 98 détache-

ments et autant de postes avancés, crient leur désarroi face à des responsables locaux qui ne montrent aucun empressement à régulariser leur situation, ce qui les pousse à envisager d'autres actions de protestation à même de les sortir de cette impasse.

Une plate-forme a été ainsi mise au point pour fixer les objectifs qui doivent être concrétisés, parmi lesquels la régularisation dans le paiement des pensions et autres indemnités avec effet rétroactif, prévue pour le mois de décembre en cours et restée à l'état chimérique et l'application des textes de loi permettant l'intégration des agents de la garde communale dans les rangs de l'ALN.

Figurent également parmi les revendications des gardes communaux, leurs inquiétudes face au flou qui entoure la procédure du départ en retraite ainsi que l'absence de prise en charge et d'aide pour les agents atteints de maladies chroniques ou ayant gardé des séquelles de leur activité professionnelle antérieure.

Ainsi, devant une situation qui ne cesse de se dégrader et ne trouvant aucune planche de salut à leur naufrage collectif, les gardes communaux de Bouira, même à bout de souffle, ne sont pas près de lâcher prise et promettent de se battre encore et toujours pour arracher ce qui leur revient de droit.

Katya Kaci

MANIFESTATIONS DU 11 DÉCEMBRE 1960

«Pour un statut des enfants martyrs»

M^e Fatma-Zohra Benbraham plaide en faveur d'un «statut» pour les enfants martyrs des manifestations du 11 Décembre 1960 à Alger.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «J'œuvrerai pour que les enfants tués lors des manifestations du 11 Décembre 1960 soient reconnus comme des martyrs», a déclaré M^e Benbraham, hier, au forum d'El Moudjahid, à Alger. Elle a appelé, à cet effet, à recenser les enfants martyrs de

Décembre. Intervenant à l'occasion de la commémoration des manifestations du 11 Décembre 1960, l'avocate a également insisté sur la reconnaissance des droits des personnes blessées lors de ces événements. «C'est une question qui a certainement échappé au ministère des

Moudjahidine, et il est temps de rendre justice aux morts de l'Algérie», dit-elle. L'intervenante a rapporté les différentes étapes des manifestations des 10, 11 et 12 Décembre 1960, tout en se basant sur les articles de presse publiés durant cette époque. Des détails qui mettent en évidence la «conscience politique» du peuple algérien et l'important dispositif militaire et répressif mis en place par la France coloniale.

«C'est un soulèvement populaire spontané. Via ces manifs, le peuple voulait montrer son soutien au Front de libération nationale (FLN), à l'Armée de libération nationale (ALN) et au Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA)», explique-t-elle. Elle décrit ces manifestations comme une «surprise» que le peuple algérien a réservée à la grande puissance colonialiste qu'est la France.

En guise de réaction, «la France n'a pas mieux trouvé que de mobiliser toute l'armée : parachutistes, armement lourd et même l'aviation. Les militaires ont procédé au nettoyage à la mitrailleuse des manifestants algériens en tirant sur des enfants et des femmes. Voilà la grandeur de la France qui présumait défendre les droits de l'homme !», dit-elle. Un crime contre le peuple algérien que la France coloniale refuse toujours de reconnaître. «La France a nié le caractère de crime organi-

M^e Fatma-Zohra Benbraham.

sé contre les Algériens. Elle a uniquement reconnu les actes commis par les militaires à titre personnel et d'une façon sporadique afin d'échapper au traité de Rome ainsi qu'à la convention de Genève», explique-t-elle encore.

M^e Benbraham a rappelé, en outre, que les événements du 11 Décembre ont fait avancer la cause algérienne auprès de l'ONU. «La preuve, l'appel du président du GPRA, Ferhat Abbas, a rencontré un écho auprès de plusieurs chefs d'Etat à travers le monde notamment arabe et africain.»

R. N.

CONDOLÉANCES

Mhand Kasmi et l'ensemble de ses camarades de la 9^e promotion de l'Ecole nationale d'administration (1972-1976) ont la douleur de faire part de la disparition tragique de leur camarade de promotion et ami,

le général Mustapha Harrat, attaché de défense à l'ambassade d'Algérie à Lisbonne

ravi trop tôt à l'affection des siens.

Que sa famille et les êtres qui lui étaient chers trouvent ici l'expression de la douleur partagée de ses camarades d'études, qui l'ont connu et apprécié et qui s'associent aujourd'hui au deuil de sa famille en l'assurant, en cette douloureuse circonstance, de leur sympathie partagée et lui présentent leurs condoléances les plus attristées et les plus sincères.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».